

Belgium-Chièvres: Financial and insurance services

OJ S 196/2016 11/10/2016

Contract notice

Services

Directive 2004/18/EC

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: Ville de Chièvres

Postal address: Rue Grand Vivier 2

Town: Chièvres

Postal code: 7950

Country: Belgium

For the attention of: Madame Isabelle Jennart

E-mail: i.jennart@chievres.be

Telephone: +32 68656818

Fax: +32 68656834

Internet address(es):

General address of the contracting authority: www.chievres.be

Additional information can be obtained from:

the abovementioned address

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted: Official name: Ville de Chièvres

Postal address: Rue Grand Vivier 2

Town: Chièvres

Postal code: 7950

Country: Belgium

Contact person: Madame Isabelle Jennart

E-mail: i.jennart@chievres.be

Telephone: +32 68656818

Fax: +32 68656834

Internet address: www.chievres.be

I.2. Type of the contracting authority

Regional or local authority

I.3. Main activity

General public services

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities

Section II: Object of the contract

II.1. Description

II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority

Financement des dépenses extraordinaires — exercice 2016.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Services

Service category No 6: Financial services a) Insurances services b) Banking and investment services

NUTS code BE321 Arr. Ath

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The notice involves a public contract

II.1.4. Information about framework agreement

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

Le marché concerné a comme objet le financement des dépenses extraordinaires communales, de montant et durées variables, inscrites au budget 2016 et aux modifications budgétaires éventuelles, ainsi que les services y relatifs, qui devront pouvoir être fournis pendant toute la durée du marché.

Suivant les estimations budgétaires pour l'exercice 2016 le droit de tirage se chiffre à un montant total de 2 153 638,20 EUR. L'attention du soumissionnaire est attirée sur le fait qu'il s'agit d'un montant prévisionnel et que le droit de tirage sera exercé pour le financement des seuls investissements définitivement engagés durant les exercices concernés, sans que cela donne droit à l'attributaire du marché à une quelconque indemnité.

À titre indicatif et sans que la présente indication ne lie en aucune façon le pouvoir adjudicateur, le droit de tirage est considéré comme étant réparti en 3 catégories. Une catégorie contient les financements de même durée:

- catégorie n°1: durée 5 ans — taux fixe. Tirage estimé: 254 957,07 EUR,
- catégorie n°2: durée 10 ans — taux fixe. Tirage estimé: 215 428,71 EUR,
- catégorie n°3: durée 20 ans — taux fixe. Tirage estimé: 1 683 252,43 EUR,
- périodicité d'imputation des intérêts et de la commission de réservation sur l'ouverture de crédit: trimestrielle,
- périodicité de l'amortissement du capital et de l'imputation des intérêts: semestrielle pour les intérêts et semestrielle pour le capital,
- type d'amortissement du capital: tranches progressives (annuités constantes).

Suivant l'article 26, § 1, 2° b de la loi du 15.6.2006, le pouvoir adjudicateur peut répéter le marché, en accord avec l'adjudicataire, pendant une période de trois ans après la conclusion du marché initial.

II.1.6. CPV code(s)

66000000 Financial and insurance services

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: no

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

II.2.2. Information about options

Options: no

II.2.3. Information about renewals

This contract is subject to renewal: no

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

Néant.

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

III.1.4. Contract performance conditions

The performance of the contract is subject to particular conditions: no

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: * Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion décrits aux articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15.7.2011 et ses modifications ultérieures.

Le pouvoir adjudicateur vérifiera l'exactitude de cette déclaration sur l'honneur implicite dans le chef du soumissionnaire dont l'offre est la mieux classée et vérifiera le respect des obligations fiscales à propos de tous les soumissionnaires dans les quarante-huit heures de la séance d'ouverture des offres ou le moment ultime de l'introduction des offres, selon le cas. Le pouvoir adjudicateur, ayant accès gratuitement par des moyens électroniques à certains renseignements ou documents: en l'espèce: ONSS, obligations fiscales et attestation de non-faillite, effectuera lui-même ces vérifications. Pour les renseignements ou documents auxquels il n'a pas accès par des moyens électroniques, il sera demandé, avant l'attribution du marché, au soumissionnaire le mieux classé de fournir le renseignement ou document sous format papier.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'inviter les candidats ou les soumissionnaires à compléter ou à expliciter les renseignements et documents concernés et à quelque stade que ce soit de la procédure de passation, s'informer, par tous moyens qu'il juge utiles, de la situation de tout candidat ou soumissionnaire.

En ce qui concerne les soumissionnaires étrangers, les documents exigés par les articles 61 à 63 de l'arrêté royal du 15.7.2011 n'étant pas accessibles par des moyens électroniques, les soumissionnaires concernés devront joindre à leur offre:

— un extrait du casier judiciaire ou tout document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance et dont il résulte que ces exigences sont satisfaites,

— une attestation délivrée par l'autorité compétente du pays relative au paiement des cotisations de sécurité sociale,

— une attestation délivrée par l'autorité compétente du pays relative au paiement des impôts

et des taxes selon la législation du pays dans lequel il est établi.

Lorsqu'un document ou attestation visé ci-avant n'est pas délivré dans le pays concerné ou ne mentionne pas tous les cas visés à l'article 61§1 et §2, 1°, 2°, 3°, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou, dans les pays où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle fait par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance.

III.2.2. Economic and financial ability

List and brief description of conditions: Une déclaration concernant le volume d'affaires global pour les services auxquels se réfère le marché, réalisé au cours des 3 derniers exercices (article 67, 3° de l'arrêté royal du 15.7.2011).

Minimum level(s) of standards possibly required: 17 500 000 EUR par an.

III.2.3. Technical and professional ability

List and brief description of conditions:

Une liste des principaux services effectués au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public. Les prestations de services sont prouvées par des attestations émises ou contresignées par l'autorité compétente.

Minimum level(s) of standards possibly required:

3 institutions publiques (administrations ou CPAS) intégrant les emprunts (intérêts et amortissements compris) par le logiciel acropole compta de la société Civadis pour un volume annuel d'emprunt de minimum 1 750 000 EUR.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular profession: no

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Obligation to indicate the names and professional qualifications of the staff assigned to performing the contract: no

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Open

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

Recourse to staged procedure to gradually reduce the number of solutions to be discussed or tenders to be negotiated no

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

The most economically advantageous tender in terms of Criteria below

1. Le prix. Weighting 75

2. Modalités relatives au coût du financement. Weighting 3

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction will be used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

CSCH 437 - Financement des dépenses extraordinaire

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

Time limit for receipt of requests for documents or for accessing documents: 22.11.2016

Payable documents: no

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

23.11.2016 - 10:00

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

French.

IV.3.7. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

Duration in days: 120 (from the date stated for receipt of tender)

IV.3.8. Conditions for opening of tenders

Date: 23.11.2016 - 10:00

Place:

Hôtel de Ville — salle du Conseil

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:

no

VI.3. Additional information

VI.4. Procedures for review

VI.4.1. Review body

VI.4.2. Review procedure

VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained

VI.5. Date of dispatch of this notice

6.10.2016

